



WILLIAM BOURTON
JOURNALISTE, CHEF DU SERVICE FORUM

Le 27 février 1973, des Amérindiens reprenaient les armes contre les Blancs à Wounded Knee, pour dénoncer un siècle de traités bafoués et de politiques racistes. Cinquante ans plus tard, les « Premières Nations » restent les parents pauvres de l'Amérique.

Le combat oublié des droits civiques

“

Le 27 février 1973, un groupe de 200 Oglala Lakota et activistes de l'American Indian Movement (AIM) – le fer de lance du *Red Power* qui, du 20 novembre 1969 au 11 juin 1971, avait occupé l'île d'Alcatraz, au large de San Francisco – prenaient le contrôle de la localité de Wounded Knee, dans la réserve de Pine Ridge, dans le Dakota du Sud. Un lieu hautement symbolique : le 29 décembre 1890, entre 200 et 300 de leurs ancêtres – dont nombre de femmes et d'enfants – y avaient été massacrés par un régiment du 7^e de Cavalerie venu les désarmer.

Les insurgés pénétrèrent à Wounded Knee de nuit et, sous la menace de leurs armes, prirent les habitants en otage. Ils entendaient dénoncer la corruption du conseil tribal de la réserve et, plus largement, exigeaient l'application de différents traités signés aux XIX^e et XX^e siècles avec les Blancs – dont celui de Fort Laramie (1868), qui aurait dû garantir la possession par la nation sioux de la région des Black Hills, aux confins du Dakota du Sud, du Wyoming et du Montana.

Deux mille agents de l'US Marshals Service, du FBI et de la Garde nationale encerclèrent rapidement les lieux et coupèrent Wounded Knee du reste du monde. Débuta alors un interminable face-à-face armé de 71 jours, la plus longue séquence de « trouble civil » de toute l'histoire des États-Unis.

Pour de nombreux observateurs, l'impasse rappelait les prémices du massacre de 1890 mais aussi une tragédie contemporaine, qui se jouait à 13.000 kilomètres de là. « Ils tiraient sur nous avec des mitrailleuses, des "tracés" nous tombaient dessus la nuit, comme dans une zone de guerre.

A ce jour, seuls quatre présidents en exercice ont visité une réserve : Calvin Coolidge en 1927, Franklin Roosevelt en 1936, Bill Clinton en 1999 et Barack Obama en 2014

Wounded Knee, réalisé en 2009 par PBS (Public Broadcasting Service).

La mort de deux militants autochtones – un agent fédéral fut grièvement blessé et resta paralysé – et la pénurie d'eau et de vivres – malgré de nombreuses marques de solidarité, dont un largage de vivres par un aviateur parti de Boston – pousseront les mutins à capituler le 8 mai. La plupart des militants de l'AIM réussirent à disparaître pendant la nuit, au nez et à la barbe des autorités...

Une victoire symbolique

A l'instar de l'offensive du Têt, qui dans la nuit du 30 au 31 janvier 1968 avait vu l'armée nord-vietnamienne lancer une série d'offensives militaires infructueuses contre plus de 100 villes du Vietnam du Sud, le siège de Wounded Knee se solda par un échec militaire et matériel mais par une victoire symbolique, sinon politique, qui remua l'opinion publique américaine et mondiale.

Si « Wounded Knee 1973 » n'a pas mis fin, tant s'en faut, aux inégalités dont les Amérindiens sont victimes, il a renforcé la volonté d'y résister. Le siège insuffla une nouvelle énergie et un nouveau *leadership* au mouvement de souveraineté tribale. Il entraîna également des changements dans la politique « indienne » fédérale, avec l'adoption de lois sur l'autodétermination dans les réserves, sur la protection de l'enfance ou sur la liberté de religion et d'enseignement supérieur.

En 1988, l'*Indian Gaming Regulatory Act*, une loi fédérale sur les jeux indiens, fit même la fortune de quelques tribus, comme les Séminoles de Floride. En 2008, ces derniers acquirent le groupe international Hard Rock Café pour 965 millions de dollars et

gèrent désormais des centaines d'établissements de par le monde.

Les promesses de Joe Biden

En novembre dernier, lors du Sommet des nations tribales de la Maison-Blanche, Joe Biden, comme d'autres avant lui, s'est engagé à donner aux Amérindiens une voix plus forte dans les affaires fédérales, à « respecter les tribus en tant que nations et les traités en tant que lois ». Il a également promis d'effectuer une visite présidentielle officielle en pays indien. A ce jour, seuls quatre présidents en exercice ont visité une réserve : Calvin Coolidge en 1927, Franklin Roosevelt en 1936, Bill Clinton en 1999 et Barack Obama en 2014.

Comme l'opulence des Sémoles, les discours généreux et inclusifs de Washington masquent cependant mal une réalité fort sombre. A l'échelle nationale, les taux de pauvreté et de chômage chez les autochtones des États-Unis restent deux fois plus élevés que dans le reste de la population américaine.

En 2007, cette situation poussa Russel Means, membre éminent de l'AIM et vétéran de « Wounded Knee », à proclamer que les Oglala Lakota faisaient sécession, qu'ils ne se considéraient désormais plus citoyens des États-Unis d'Amérique et que les traités signés avec les Blancs étaient rompus. Il précisa que, de toute manière, 33 d'entre eux n'avaient jamais été respectés...

Mais ce baroud d'honneur des Oglala Lakota resta lettre morte et en 2010 (derniers chiffres connus), le comté de Shannon, où se situe la réserve de Pine Ridge, affichait le revenu par habitant le plus faible des 3.141 comtés américains.



CE SAMEDI, LA CHRONIQUE « JE DIRAIS MÊME PLUS » D'ALAIN BERENBOOM, ÉCRIVAIN



CE SAMEDI, LA CHRONIQUE « LES JAMBES ET LA TÊTE » DE STÉPHANE THIRION, JOURNALISTE



MARDI, LA CHRONIQUE « LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CURIOSITÉS » DE JOËLLE MESKENS, ENVOYÉE PERMANENTE À PARIS



L'Otan n'est pas en guerre contre la Russie.
L'Otan n'a même pas lancé d'opération militaire spéciale contre la Russie.
La Russie est battue par les Ukrainiens, pas par l'Otan.
Cela devient embarrassant pour certaines personnes, et cela se voit.

Gabrielius Landsbergis

Ministre des Affaires étrangères de la Lituanie



Le conflit russo-ukrainien a placé non seulement la crise alimentaire en haut de l'agenda international, mais aussi la question du droit à l'alimentation, alors que jusqu'à récemment, il fallait batailler pour que l'approche par le droit soit considérée

Michael Fakhri

Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation

”

ABONNÉS



Carte blanche - BNB : pour que diversité et management aillent de pair
La diversité des profils dans la chaîne décisionnelle est essentielle pour assurer une meilleure gouvernance, un développement durable et équitable, et un développement économique à long terme. La nomination de Géraldine Thiry à la direction de la BNB est une nette avancée en ce sens, expliquent plusieurs personnalités du monde académique, scientifique, économique, social et syndical.